



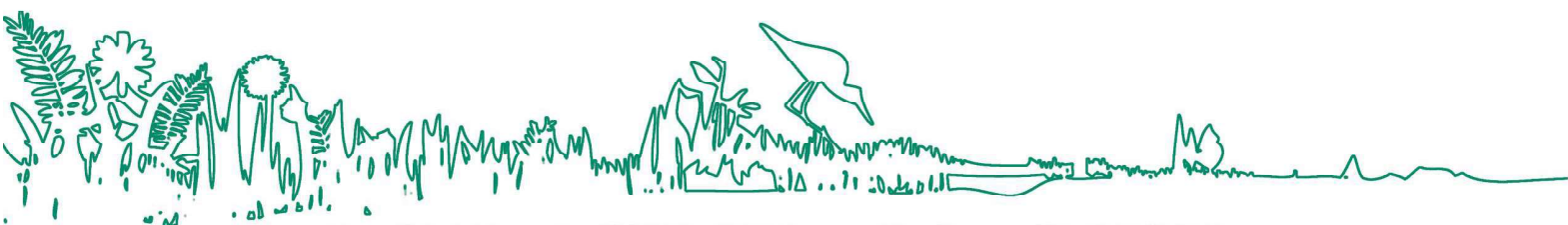
communauté de communes
BASSIN DE MARENNES

Le Gua • Marennes-Hiers-Brouage • Saint-Sornin • Saint-Just-Luzac • Nieulle-sur-Seudre • Bourcefranc-Le Chapus

Conseil Communautaire
Mardi 1^{er} avril 2025 – 14h30

RECUEIL DES DECISIONS DU PRESIDENT

| N° décision | Date | Objet | Montant |
|----------------|------------|--|--------------------------------------|
| 25/09 | 06/02/2025 | Signature de la convention FREDON pour l'année 2025 | 4 525,00 € |
| 25/10 | 22/01/2025 | Conclusion d'un bail commercial précaire SAS Les Editions du Phare | 1 000,00 € / mois hors charges |
| 25/11 | 21/02/2025 | Convention de groupement – financement poste coordinateur médiateur des gens du voyage | 776,00 € |





DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA SIGNATURE DE LA CONVENTION FREDON POUR L'ANNEE 2025

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Considérant que depuis plusieurs années, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, dans le cadre de convention d'objectifs, soutient financièrement les actions de lutte contre espèces exotiques organisées par la FREDON 17 ;

Considérant qu'il convient de préciser par convention les modalités de la participation financière de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ainsi que les objectifs de ce programme ;

Considérant que cette convention, conclue du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025, a pour objet de préciser les objectifs mis en œuvre de lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles définissant les prestations de services fournies par la FREDON 17, sur 3 communes du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, pour l'année 2025, avec les missions suivantes :

- Surveillance des populations de ragondins et rats musqués ;
- Organisation générale de la lutte contre ces espèces ;
- Communication avec la réalisation et présentation d'un rapport d'activité annuel propre aux actions menées sur le territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, présenté lors de l'Assemblée Générale, la réalisation de bilans d'étape et la présentation d'un rapport complet annuel auprès de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes ;

Considérant qu'en contrepartie de la réalisation des prestations, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes versera à la FREDON 17 la somme de 4 525,00€ ventilée de la manière suivante :

- 50% à la signature de la présente convention soit 2 262,50€ ;
- Le solde à la remise du rapport d'activités annuel soit 2 262,50€.

DECIDE

Article 1 – De signer la convention avec la FREDON 17 pour l'année 2025 ;

Article 2 – D'inscrire cette dépense de 4 525.00€ au budget général de 2025.

Article 3 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 4 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 6 février 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE POUR LA LUTTE CONTRE LES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES (ragondins, rats musqués) 2025

Entre :

La Communauté de Communes du Bassin de Marennes, représenté par M. Patrice BROUHARD, Président dûment habilité.

Ci-après dénommée la « CDC du Bassin de Marennes ».

D'une part, et :

La FREDON Charente-Maritime, représentée par M. Bruno POMMIER, Président dûment habilité.

Ci-après dénommée la « FREDON Charente-Maritime ».

D'autre part.

Préambule :

La prolifération des Espèces Exotiques Envahissantes (ragondins, rats musqués) dans les zones humides est source de nuisances et de dégradations pour les cultures, les fossés et les routes par le creusement de galeries dans les endiguements. Elle est également vectrice de zoonoses comme la leptospirose, la fasciolose ou encore la toxoplasmose.

Dans le cadre de sa compétence en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, la CDC du Bassin de Marennes soutient les projets visant à réduire les nuisances provoquées par les Espèces Exotiques Envahissantes (ragondins, rats musqués) sur l'environnement, les milieux naturels, les activités humaines et la santé publique.

L'arrêté n° 21EB0218 du 8 septembre 2021 a reconnu la FREDON Nouvelle-Aquitaine comme ~~Organisme à Vocation Sanitaire (OVS)~~ et les FREDON Départementales Sections de l'OVS Régional, *seules habilitées à organiser et encadrer la lutte collective dans les domaines que sont la protection des végétaux, de l'environnement et de la préservation de la santé publique.*

Rappelons que notre Fédération est un syndicat à vocation technique qui intervient dans le domaine végétal au bénéfice de tous, seuls nos adhérents peuvent bénéficier de nos services.

Depuis plusieurs années, la CDC du Bassin de Marennes, dans le cadre de convention d'objectifs, soutient financièrement les actions de lutte contre ces rongeurs organisées par la FREDON Charente-Maritime. Il convient donc de préciser par convention les modalités de la participation financière de la CDC du Bassin de Marennes ainsi que les objectifs de ce programme.

Vu l'article L 2311-7 du Code général des collectivités territoriales

Vu la *décision du Président n°25/09 en date du 6 février 2025,*

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les objectifs mis en œuvre de lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes (ragondins, rats musqués) définissant les prestations de service fournies par la FREDON Charente-Maritime, sur 3 communes du territoire de la CDC du Bassin de Marennes, pour l'année 2025, les missions suivantes :

➔ Surveillance des populations de ragondins et rats musqués :

- Analyse des résultats des suivis de populations, tout au long de l'année
- Réactivité d'intervention sur des dégâts signalés par des communes ou des syndicats de marais, avec le soutien du GIDON de MARENNES

➔ Organisation générale de la lutte contre ces espèces :

- Définition d'une stratégie de lutte au niveau de la CDC du Bassin de Marennes, permettant d'orienter les moyens humains (piégeurs bénévoles conventionnés et tireurs identifiés auprès des ACCA)
 - Animation des groupes locaux
- Développement et coordination de la lutte par piégeage et par tir

Le piégeage :

- Concertation avec l'Association de Gestion et de Régulation des Prédateurs de Charente-Maritime (AGRP 17) et les piégeurs déclarés auprès de la DDTM.
- Etablissement d'une convention.
- Identification par un badge nominatif assorti de la réglementation en vigueur.
- Fourniture de pièges cages.
- Suivi et encadrement technique des piégeurs afin de veiller à la bonne méthodologie de la pratique du piégeage.
- Indemnisation des vestiges.



- Organisation du tir au fusil en période de destruction en collaboration avec les ACCA de la CDC du Bassin de Marennes.
 - Établissement d'une liste nominative des tireurs cosignée avec le Maire de la Commune.
 - Identification par un badge nominatif assorti de la réglementation en vigueur.
 - Fourniture de munitions.
 - Rencontre avec les Présidents d'ACCA et leurs chasseurs afin d'adapter les opérations de tir aux zones appropriées.
- Appui technique auprès des Présidents d'ACCA pour des interventions spécifiques pendant la période de chasse (périodes de sécheresse, crues, froid ou mouvements de populations d'animaux).
- Concertation avec les lieutenants de l'ouvèterie.

Suivi et encadrement technique des piègeurs et des tireurs afin de veiller à la bonne méthodologie de la pratique du piégeage et du tir au fusil

➔ Communication

- Réalisation et présentation d'un rapport d'activité annuel propre aux actions menées sur le territoire de la CDC du Bassin de Marennes, présenté lors de l'Assemblée Générale

Article 2 : PRIX

En contrepartie de la réalisation des prestations définies à l'article 1 dont le décompte forfaitaire figure en annexe 1, la CDC du Bassin de Marennes versera à la FREDON Charente-Maritime la somme de **4 525,00 €**, ventilée de la manière suivante :

- 50 % à la signature de la présente convention soit 2 262,50 €.
- Le solde à la remise du rapport d'activités annuel soit 2 262,50 €.

La CDC du Bassin de Marennes se libérera des sommes dues par virement au compte ouvert au nom de la FREDON Charente-Maritime.

Article 3 : DUREE

La convention est conclue du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Article 4 : EXECUTION DE LA PRESTATION

La FREDON Charente-Maritime déclare être agréée pour les activités de luttés contre les Espèces Exotiques Envahissantes (ragondins, rats musqués) auprès des services préfectoraux.

La FREDON Charente-Maritime effectuera ses missions dans le cadre de la réglementation en vigueur, et dans le respect de l'agrément qu'elle a reçu des services préfectoraux.

La FREDON Charente-Maritime s'engage à mener à bien les missions précisées à l'article 1, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière. A cet effet, elle rassemblera les moyens nécessaires à la réalisation de la mission.



La FREDON Charente-Maritime s'engage à utiliser les sommes perçues aux seules fins définies par la présente convention.

Le Président de la CDC du Bassin de Marennes peut diligenter tout contrôle qu'il juge utile pour le respect des obligations de la FREDON Charente-Maritime.

Article 5 : OBLIGATION DE COLLABORATION

La CDC du Bassin de Marennes s'engage dans la limite de ses compétences et de ses moyens d'interventions à faciliter le déroulement des actions mises en œuvre par la FREDON Charente-Maritime.

Article 6 : OBLIGATION DE RECEPTION

La FREDON Charente-Maritime devra remettre son rapport d'activités annuel soumis à la validation expresse de la CDC du Bassin de Marennes, avant le 31 Janvier 2026, pour que le solde puisse être versé et cette présente convention définitivement close.

Article 7 : RESILIATION

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes des articles 1 et 5 entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit au présent contrat, quinze jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Le non-respect de la destination des fonds entraînera la résiliation de la convention et le remboursement partiel ou total des fonds reçus.

Fait à Marennes-Meu-
Broage

Le 6 février 2025

Le Président de la
FREDON Charente-Maritime
Bruno POMMIER

Le Président de la Communauté de
Communes du Bassin de Marennes
Patrice BROUHARD



- Décompte forfaitaire pour la lutte contre les Espèces Exotiques Envahissantes (ragondins, rats musqués) sur le territoire de la CDC du Bassin de Marennes **4 525,00 €**

| DEPENSES | | RECETTES | |
|---|-------------------|---------------------------|-------------------|
| <i>Prestations de la FREDON Charente-Maritime</i> | 2 700,00 € | CDC du Bassin de Marennes | 3 167,50 € |
| <i>Fournitures diverses</i> | 1 825,00 € | | |
| <i>Piégeage : (pièges cages – vestiges)</i> | | | |
| <i>Tir au fusil : (munitions)</i> | | Conseil Départemental 17 | 1 357,50 € |
| | | 30 % des dépenses | |
| TOTAL | 4 525,00 € | TOTAL | 4 525,00 € |

Nous vous rappelons que vous êtes éligible à une aide de **30 % du Conseil départemental** sur les prestations de service de la FREDON Charente-Maritime pour la lutte contre les rongeurs aquatiques nuisibles.



DETAIL DES PRESTATIONS DE LA FREDON Charente-Maritime – ANNEE 2025**CDC du BASSIN de MARENNES – 3 COMMUNES**

| | | | |
|---|--|--|------------|
| | | Coût horaire moyen 45 €/heure | |
| Lutte par tir en période de destruction | | | |
| Fonctionnement | | Frais administratifs 3 heures/an | 135,00 € |
| Envoi d'un courrier en début d'année avec convention + liste tireurs à compléter | | | |
| Réception et contrôle des listes de tireurs et des conventions signées | | | |
| Edition de badges nominatifs annuels avec n° de permis de chasse | | | |
| Envoi d'un courrier pour distribution des munitions | | | |
| Envoi d'un courrier demandant le retour des résultats des tirs | | | |
| Centralisation et analyse des données | | | |
| Etablissement du bilan annuel | | | |
| Encadrement technique | | Personnel technique 9 heures/an | 405,00 € |
| Organisation de la réunion avec présentation du bilan de l'année passée | | | |
| Distribution des munitions avec rappel de la réglementation en vigueur | | | |
| Visites ponctuelles auprès des ACCA | | | |
| Echanges téléphoniques réguliers pour toute information complémentaire | | | |
| Participation ponctuelle à des battues - rongeurs aquatiques nuisibles - | | | |
| Relances téléphoniques pour remises des résultats | | | |
| Contrôle de conformité du bilan annuel | | | |
| | | | |
| Piégeurs bénévoles volontaires conventionnés (environ 10 piégeurs) | | | |
| Fonctionnement | | Frais administratifs 10 heures/an | 450,00 € |
| Envoi d'un courrier en début d'année <u>aux ACCA</u> avec convention + liste piégeurs à compléter | | | |
| Etablissement d'une convention annuelle individuelle | | | |
| Envoi de la convention et de la réglementation en vigueur à chaque piégeur | | | |
| Réception et contrôle de la convention signée | | | |
| Edition d'un badge nominatif annuel | | | |
| Envoi du badge et des documents à compléter pour les résultats du piégeage | | | |
| Envoi d'un courrier convoquant les piégeurs pour la vérification des vestiges | | | |
| Réception contrôle et centralisation des données | | | |
| Analyse des données et établissement du bilan annuel | | | |
| Encadrement technique | | Personnel technique 30 heures/an | 1 350,00 € |
| Rappel complet de la réglementation auprès des piégeurs | | | |
| Distribution des documents réglementaires | | | |
| Ilvraison de pièges cages pour la lutte | | | |
| contrôle et visite ponctuelle des piégeurs | | | |
| Soutien et formation pour une meilleure efficacité du piégeage | | | |
| indemnisation des piégeurs <u>via les ACCA</u> avec contrôle des prises | | | |
| Echanges téléphoniques réguliers pour toute information complémentaire | | | |
| Relances téléphoniques pour remises des résultats | | | |
| Contrôle de conformité du bilan annuel | | | |
| | | | |
| DIVERS | | | |
| Diverses visites et réunions techniques auprès : | | 8 heures/an | 360,00 € |
| - des ACCA, de leurs tireurs de leurs piégeurs bénévoles conventionnés désignés (rappel de la législation de la sécurité et des enjeux sanitaires) Participation aux réunions diverses et présentation du bilan auprès de la Communauté de Communes | | | |
| | | | 2 700,00 € |





DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA CONCLUSION D'UN BAIL COMMERCIAL PRECAIRE AVEC LA SAS LES
EDITIONS DU PHARE

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu la délibération n°2023/CC08/14 du 6 décembre 2023 relative à la réhabilitation du bâtiment communautaire situé rue Maréchal Foch à Marennes-Hiers-Brouage ;

Vu le contrat de bail commercial précaire conclu avec la SAS LES EDITIONS DU PHARE du 1^{er} décembre 2023 au 1^{er} décembre 2024 pour l'étage du bâtiment d'une superficie de 200 m² ;

Considérant qu'il convient de renouveler ce bail, les travaux de réhabilitation du bâtiment susnommé n'ayant pas encore démarré ;

Considérant qu'il convient de tenir compte, dans le montant du loyer demandé à la SAS LES EDITIONS DU PHARE, les désagréments causés par les travaux qui auront lieu d'avril à décembre 2025 ;

DECIDE

Article 1 – De conclure un nouveau bail commercial précaire avec la SAS LES EDITIONS DU PHARE, pour treize mois, soit du 1^{er} décembre 2024 au 31 décembre 2025 ;

Article 2 – De fixer le loyer mensuel à mille euros (1 000,00 €).

Article 3 - D'inscrire cette recette au budget général de 2025.

Article 4 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 5 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 22 janvier 2025

Le Président,
Patrice BROUHARD





DECISION DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES
PRISE PAR DELEGATION DES ATTRIBUTIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
PORTANT SUR LA SIGNATURE DE LA CONVENTION DE GROUPEMENT EN VUE DU
FINANCEMENT D'UN POSTE DE COORDINATEUR-MEDIATEUR DES GENS DU VOYAGE

Le Président de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L. 5211-10 fixant les conditions dans lesquelles le Conseil Communautaire peut accorder des délégations au Président ;

Vu la délibération n°2024/CC06/02 du Conseil Communautaire du 12 novembre 2024 portant modification des délégations de pouvoirs du Conseil Communautaire au Président ;

Vu le 5^{ème} schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV) publié le 30 janvier 2025, dont la fiche action n°4 « La gouvernance et le suivi du SDAHGV » prévoit le recrutement d'un agent contractuel en charge de la coordination et de la médiation avec les gens du voyage ;

Considérant l'engagement conjoint, par signature d'une convention de groupement entre le Centre de Gestion de la Charente-Maritime, la Préfecture de la Charente-Maritime, le Conseil départemental, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle, la Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique, la Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan, la Communauté d'Agglomération de Saintes Grandes Rives, la Communauté de Communes d'Aunis Atlantique, la Communauté de Communes d'Aunis Sud, la Communauté de Communes des Vals de Saintonge, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, la Communauté de Communes de Charente Arnoult Cœur de Saintonge, la Communauté de Communes de Gémozac et de la Saintonge viticole, la Communauté de Communes de Haute Saintonge, la Communauté de Communes de l'Île de Ré et la Communauté de Communes de l'Île d'Oléron, dans le cadre de la mise en œuvre par l'État et les collectivités concernées du 5^{ème} schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, pour la création d'un poste de coordinateur-médiateur des gens du voyage ;

Considérant que cette convention sera conclue pour une durée de 40 mois, renouvelable une

fois ;

Considérant que le contrat de travail sera porté par le Centre de Gestion de la Charente-Maritime et que l'agent concerné sera placé sous l'autorité hiérarchique du Président du Centre de Gestion de la Charente-Maritime, employeur et sous l'autorité fonctionnelle du Préfet de la Charente-Maritime ;

Considérant que la contribution annuelle au financement du poste de médiateur-coordonateur par chaque EPCI est fonction de sa population légale, et calculée à hauteur de 5 centimes par habitants, soit 776 euros pour la Communauté de Communes du Bassin de Marennes pour l'année 2025 ;

Considérant que ce montant de contribution pourra être mis à jour chaque année afin de prendre en compte les derniers rapports de l'INSEE établissant les populations légales ainsi que le coût réel de la prestation de mise à disposition d'un coordinateur-médiateur et que cette actualisation sera traduite dans l'annexe financière de la convention et soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement ;

DECIDE

Article 1 – De signer la convention de groupement en vue du financement d'un poste de coordinateur-médiateur des gens du voyage entre le Centre de Gestion de la Charente-Maritime, la Préfecture de la Charente-Maritime, le Conseil départemental, et les EPCI du département.

Article 2 – D'inscrire les crédits nécessaires au budget général des années 2025, 2026, 2027 et 2028.

Article 3 - De transmettre ampliation de la présente décision à Monsieur le Préfet de la Charente-Maritime.

Article 4 - De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes et Monsieur le comptable public assignataire, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte au Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Fait à MARENNES-HIERS-BROUAGE,
le 20 février 2025

Le Président
Patrice BROUHARD





**PREFET
DE LA
CHARENTE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Centre de gestion de la fonction publique
territoriale de la Charente-Maritime



CONVENTION DE GROUPEMENT

en vue du financement d'un poste de coordinateur – médiateur des gens du voyage

Entre :

Le centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente-Maritime, représenté par : Alexandre GRENOT, Président ;

Et l'ensemble des partenaires financeurs suivants :

- **L'État, représenté par : M. Brice BLONDEL, Préfet de la Charente-Maritime ;**
- **Le Conseil Départemental de la Charente-Maritime, représenté par : Mme Sylvie MARCILLY, Présidente ;**
- **La Communauté d'Agglomération de La Rochelle, représentée par : M. Jean-François FOUNTAINE, Président ;**
- **La Communauté d'Agglomération de Royan Atlantique, représentée par : M. Vincent BARRAUD, Président ;**
- **La Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan, représentée par : M. Hervé BLANCHE, Président ;**
- **La Communauté d'Agglomération de Saintes Grandes Rives, représentée par : M. Bruno DRAPRON, Président ;**
- **La Communauté de communes d'Aunis Atlantique, représentée par : M. Jean-Pierre SERVANT, Président ;**
- **La Communauté de communes d'Aunis Sud, représentée par : M. Jean GORIOU, Président ;**
- **La Communauté de communes des Vals de Saintonge, représentée par : M. Jean-Claude GODINEAU, Président ;**
- **La Communauté de communes du Bassin de Marennes, représentée par : M. Patrice BROUHARD, Président ;**
- **La Communauté de communes de Charente Arnoult Cœur de Saintonge, représentée par : M. Sylvain BARREAU, Président ;**
- **La Communauté de communes de Gemozac et de la Saintonge viticole, représentée par : M. Loïc GIRARD, Président ;**

- ~~La Communauté de communes de Haute Saintonge~~, représentée par : M. Claude BELOT, Président ;
- La Communauté de communes de l'Île de Ré, représentée par : M. Lionel QUILLET, Président ;
- La Communauté de communes de l'Île d'Oléron, représentée par : M. Michel PARENT, Président ;

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La Préfecture de la Charente-Maritime, le Conseil Départemental de la Charente-Maritime et l'ensemble des EPCI signataires de la présente convention de groupement établissent une convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente-Maritime afin de procéder au recrutement d'un agent contractuel en charge de la coordination et de la médiation avec les gens du voyage.

La création de ce poste permettra la mise en œuvre opérationnelle des actions programmées au sein du 5^e schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage approuvé en commission consultative le 14 novembre 2024 et publié le 30 janvier 2025.

La présente convention détermine les conditions d'organisation et de fonctionnement de ce partenariat interinstitutionnel et notamment les règles de gestion de l'agent contractuel affecté à cette mission.

Article 2 : Conditions d'affectation et de gestion de l'agent mis à disposition

□ 2-1 – Création d'emploi

Le Centre de Gestion de la Charente-Maritime, la Préfecture de la Charente-Maritime, le Conseil départemental et l'ensemble des EPCI signataires de la convention s'engagent, dans le cadre de la mise en œuvre par l'État et les collectivités concernées du 5^e schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, pour la création d'un poste de coordinateur-médiateur des gens du voyage. Ce poste est en effet prévu au titre de la fiche action n° 4 « la gouvernance et le suivi du SDAHGV ».

Ce recrutement sera mis en œuvre par le centre de gestion à compter de la signature par l'ensemble des parties de la présente convention et pour une durée de 40 mois, renouvelable 1 fois.

Le recrutement concernera un agent contractuel de catégorie A à temps complet (35 heures hebdomadaires), recruté par le biais d'un contrat de projet, en application des dispositions de l'article L332-24 du CGFP.

L'agent recruté sur le poste émerge au budget du siège du Centre de Gestion de la Charente-Maritime et est de ce fait juridiquement agent du Centre de Gestion de la Charente-Maritime. La délibération du Conseil d'administration du centre de gestion en date du 28 janvier 2025 autorise la création de cet emploi.

Les missions dévolues au chargé de mission sont définies dans la fiche de poste de l'intéressé(e) annexée à la convention.

□ 2-2 – Contrat de travail

Le contrat de travail, après validation de la Préfecture et du Conseil Départemental et acceptation par l'agent, sera porté par le Centre de gestion.

L'agent sera mis à disposition de la Préfecture, lieu d'exercice des fonctions, et des autres parties prenantes à la convention pour exercer ses missions.

2-3 – Durée

La mise à disposition de l'intéressé(e) sera limitée à 36 mois, renouvelable 1 fois et sera précisée dans le contrat de travail.

2-4 – Conditions d'emploi

L'agent concerné est placé sous l'autorité hiérarchique du Président du Centre de Gestion de la Charente-Maritime, employeur et sous l'autorité fonctionnelle du Préfet de la Charente-Maritime.

2-5 – Conditions de travail

Le contrat de travail définit les modalités d'organisation du temps de travail en prenant en compte les exigences particulières du poste de coordinateur - médiateur des gens du voyage.

La procédure de prise de congés sera basée sur une fiche de demande, validée par le Préfet ou son représentant à transmettre au gestionnaire RH du personnel du CDG17

Le Centre de Gestion de la Charente-Maritime autorise les congés pour formation professionnelle, personnelle, syndicale ou toute autre forme de congé, après avoir recueilli l'avis préalable du Préfet de la Charente-Maritime.

2.5.1 – Prévention des risques professionnels

Dans le cadre de cette mise à disposition, les administrations d'affectation veillent notamment à ce que les missions de l'agent soient accomplies dans les conditions d'hygiène et de sécurité imposées par les textes.

Le Centre de Gestion de la Charente-Maritime est dégagé de toute responsabilité en cas d'inobservation des règles relatives à la protection des risques professionnels qu'il incombe aux administrations d'affectation de respecter.

2.5.2 – Assurance et responsabilités

Les administrations d'affectation vérifient auprès de leur assureur que leur contrat d'assurance couvre la réparation des dommages subis ou causés par l'agent dans tous les cas de responsabilité civile et, si besoin, souscrit les adaptations nécessaires.

En effet, si la faute commise relève seulement du cadre des conditions d'exercice des missions de l'agent, c'est à l'administration d'affectation de solliciter sa responsabilité civile, le transfert d'autorité valant transfert de responsabilité.

La Préfecture de la Charente-Maritime assure le véhicule de service utilisé par l'agent.

2-6 - Modalités de gestion

Le Centre de Gestion de la Charente-Maritime prend les actes relatifs à la gestion administrative de l'intéressé(e) (contrat, avenant ou arrêtés).

L'ensemble de ces actes est transmis pour information au Conseil départemental et la Préfecture de la Charente-Maritime.

2-7 – Bilans

Un bilan qualitatif, sous la forme d'un rapport d'activité annuel, sera réalisé par le coordinateur-médiateur gens du voyage pour rendre compte de la mission de coordination et médiation gens du voyage. Ce rapport annuel sera transmis avant le 31 janvier de chaque année, après approbation de la commission consultative, à l'ensemble des membres du groupement.

Un bilan financier des dépenses de rémunération engagées sera produit par le Centre de Gestion de la Charente-Maritime pour envisager les éventuels ajustements de crédits. Ce rapport sera établi avant le 15 février de l'année N+1 et permettra d'attester, avec le bilan d'activité, du service fait.

2-8 – Renouvellement et rupture de contrat**2-8-1 – Renouvellement du contrat**

L'autorité territoriale notifie son intention de renouveler l'engagement au plus tard 2 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure ou égale à trois ans, et au plus tard trois mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure à trois ans.

Lorsqu'il est proposé de renouveler le contrat, l'agent dispose d'un délai de huit jours pour faire connaître sa réponse. En l'absence de réponse dans ce délai, l'intéressé est réputé renoncer à l'emploi.

2-8-3 – Licenciement

En cas de licenciement, l'agent contractuel a droit à un préavis d'une durée de 8 jours si la durée cumulée des contrats est inférieure à 6 mois ou 1 mois si la durée cumulée des contrats est supérieure ou égale à 6 mois et inférieure à 2 ans ou 2 mois avant le terme de l'engagement si la durée cumulée des contrats est supérieure à 2 ans.

Ces durées sont doublées pour les personnels handicapés mentionnés aux [1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail](#), dans la mesure où la reconnaissance du handicap aura été préalablement déclarée au Centre de Gestion de la Charente-Maritime et dans des délais suffisants.

L'attribution du préavis tel que déterminée ci-dessus est toutefois conditionnée par l'application des dispositions de la réglementation en vigueur au moment de la rupture du contrat.

Il en est fait de même pour l'attribution de l'indemnité de licenciement.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire ainsi qu'au cours ou à l'expiration de la période d'essai de 3 mois renouvelable une fois pour la même durée.

La date de présentation de la lettre recommandée notifiant le licenciement ou la date de remise en mains propres fixe le point de départ du préavis.

2-8-4 – Démission

La démission de l'agent contractuel doit être clairement exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'agent contractuel est tenu de respecter un préavis d'une durée de 8 jours si la durée cumulée des contrats est inférieure à 6 mois ou 1 mois si la durée cumulée des contrats est supérieure ou égale à 6 mois et inférieure à 2 ans ou 2 mois avant le terme de l'engagement si la durée cumulée des contrats est supérieure à 2 ans. Pour la détermination de la durée du préavis, l'ancienneté est décomptée jusqu'à la date d'envoi de la lettre de démission.

2-8-5 – Conséquences financières d'une rupture de contrat

En cas de rupture du contrat de travail de l'agent en charge de l'accomplissement de cette mission, l'État, le Conseil Départemental et les 13 EPCI signataires assureront la prise en charge des obligations financières incombant au Centre de Gestion de la Charente-Maritime en sa qualité d'employeur et notamment le règlement de l'indemnité de licenciement et des congés payés en fin de contrat. Ces frais seront facturés par le centre de gestion selon la clé de répartition déterminée annuellement dans l'annexe financière de la présente convention.

Article 3 : Conditions financières**3-1 – Ouverture de crédits**

La Préfecture de la Charente-Maritime, le Conseil Départemental de la Charente-Maritime et les établissements (EPCI) co-signataires de la présente convention s'engagent à inscrire aux budgets des exercices 2025 à 2028, les crédits nécessaires à la couverture des dépenses supportées par le Centre de Gestion de la Charente-Maritime pour l'agent dont il assure la gestion, comprenant notamment la rémunération, les charges sociales, l'action sociale, la protection sociale complémentaire, les frais de déplacement éventuels, la médecine du travail, les formations payantes...

~~A contrario, en cas d'insuffisance~~ dûment justifiée, le différentiel sera supporté par les partenaires financeurs selon leur pourcentage de répartition tel que déterminé dans l'annexe financière ci-jointe.

□ 3-2 – Assiette des charges

Les charges patronales seront calculées directement à partir de la paie. Les autres charges (C.N.A.S., contribution pour le supplément familial de traitement) et celles liées à la couverture des risques (maladie, maternité, accident, décès) couverts par RELYENS sont assises sur le traitement indiciaire brut.

□ 3-3 – Frais de gestion

La Préfecture de la Charente-Maritime, le Conseil Départemental et les établissements bénéficiaires de cette mission se verront appliquer une participation au titre des frais de gestion égale à 6,00 % (1) de la rémunération et des charges sociales.

(1) Ce taux est susceptible d'actualisation chaque année par délibération du Conseil d'Administration du CDG.

□ 3-4 – Modalités de financement et montant des contributions

Le financement du poste sera assuré par l'État, le Conseil Départemental et les 13 EPCI signataires, selon les règles suivantes :

– Le montant de la participation financière de chaque EPCI est fonction de sa population légale, telle que définie dans le dernier recensement de l'INSEE. Ainsi, chaque EPCI contribue au financement du poste de médiateur-coordonateur à hauteur de 5 centimes par habitants. Le montant annuel de la participation de chaque EPCI s'établit donc comme suit :

Population légale (selon dernier rapport INSEE publié) x 0,05

– L'État et le Conseil départemental financeront à parts égales le montant total restant dû, dans la limite de 30 000 € soit 15 000 € par financeur :

> La participation de l'État comprend une participation financière, sous forme de subvention limitée à 10 000 € et une participation matérielle estimée à 5 000 € pour la prise en charge des frais d'installation du poste au sein de la Préfecture, comprenant l'utilisation d'un véhicule de service, d'un bureau, de la papeterie et du matériel informatique nécessaire.

> Pour 2025, la participation du Conseil Départemental comprend une participation financière, sous forme de subvention limitée à 15 000 €.

Une annexe financière détermine annuellement, selon la population légale définie par l'INSEE, les montants de contribution de chaque EPCI et les montants restant à la charge du Conseil Départemental et de l'État.

Chaque année, ce montant de contribution pourra être mis à jour afin de prendre en compte les derniers rapports de l'INSEE établissant les populations légales ainsi que le coût réel de la prestation de mise à disposition d'un coordinateur -médiateur. Cette actualisation sera traduite dans l'annexe financière de la présente convention et sera soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement.

L'avance des frais sera faite par le centre de gestion de la Charente-Maritime.

□ 3-5 – Modalités de paiement

Chaque partenaire remboursera au CDG 17 les frais de rémunération et de gestion de l'agent mis à disposition en fonction de sa quote-part définie dans l'annexe financière, par mandat administratif.

Cette somme sera due à compter de la réception d'un état de dépenses et/ou factures adressés par le Centre de Gestion de la Charente-Maritime à chacun des partenaires, le cas échéant, actualisé en fonction des évolutions réglementaires et/ou de l'actualisation des frais

de gestion prévus à l'article 3-3 et/ou de l'actualisation de l'annexe financière de la présente convention.

Ces factures seront adressées individuellement à chaque financeur à partir du mois de janvier de l'année suivant le début de mise à disposition de l'agent.

Article 4 : Durée et conditions de résiliation

□ 4-1 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée maximale de 40 mois, à compter de la date de la signature de la présente convention, afin de couvrir la période administrative des démarches de recrutement et la durée du contrat de 36 mois maximum.

Elle peut être renouvelée une fois pour la même durée.

□ 4-2 - Modifications

À l'exception des modifications découlant des dispositions législatives ou réglementaires applicables de plein droit, toute modification devra faire l'objet d'un avenant après accord des parties signataires.

□ 4-3 - Résiliation

La résiliation par un des partenaires ne peut être autorisée sauf accord unanime des autres parties et adaptation en conséquence de la participation financière de chacune d'entre elles.

À défaut, le partenaire ne souhaitant plus individuellement utiliser cette mission, restera redevable de sa participation jusqu'à l'échéance initiale de la convention.

En cas de résiliation anticipée de la convention, avec l'accord de l'ensemble des partenaires, les parties s'engagent collectivement à rembourser au CDG 17, au prorata de leur quote-part de participation à la mission définie à l'article 3-5 les dépenses et indemnisations réglementaires consécutives au licenciement potentiel de l'agent affecté à la mission.

□ 4-4 - Annexes

Les annexes jointes à la présente convention font partie intégrante de ladite convention.

□ 4-5 - Litiges

Les parties à la présente convention s'engagent en cas de litiges éventuels dans l'application de la présente convention à procéder à une conciliation préalable au siège du CDG 17.

A défaut d'accord, les litiges relèvent du Tribunal Administratif de Poitiers – Tribunal administratif de Poitiers, Hôtel Gilbert - 15, rue de Blossac - CS 80541, 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à La Rochelle, le

Le Président du Centre de Gestion de la Charente-Maritime


Alexandre GRENOT

La Présidente du Conseil départemental

Le Préfet de Charente-Maritime

Sylvie MARCILLY

Brice BLONDEL

| | |
|---|--|
| Le Président de la communauté d'agglomération de La Rochelle | Le Président de la communauté d'agglomération de Royan Atlantique |
| Jean-François FOUNTAINE | Vincent BARRAUD |
| Le Président de la communauté d'agglomération Rochefort Océan | Le Président de la communauté d'agglomération Saintes Grandes Rives |
| Hervé BLANCHE | Bruno DRAPRON |
| Le Président de la communauté de communes Aunis Atlantique | Le Président de la communauté de communes Aunis Sud |
| Jean-Pierre SERVANT | Jean GORIOUX |
| Le Président de la communauté de communes Île de Ré | Le Président de la communauté de communes Île d'Oléron |
| Lionel QUILLET | Michel PARENT |
| Le Président de la communauté de communes Vals de Saintonge | Le Président de la communauté de communes Haute-Saintonge |
| Jean-Claude GODINEAU | Claude BELOT |
| Le Président de la communauté de communes Bassin de Marennes | Le Président de la communauté de communes Gémozac et Saintonge Viticole |
|  Patrice BROUHARD | Loïc GIRARD |
| Le Président de la communauté de communes Cœur de Saintonge | |
| Sylvain BARREAUD | |

ANNEXE I – Financement de l'action « Création d'un poste de coordinateur – médiateur des gens du voyage en Charente-Maritime »

Pour l'année 2025, le montant et le calendrier de financement prévisionnel pour chaque membre du groupement est fixé comme suit :

| | Population légale (données INSEE de 2021) | TOTAL (TTC) à régler à réception du service fait, en mars 2026 | Clé de répartition |
|---|---|--|-----------------------|
| Communauté d'agglomération de La Rochelle | 178217 | 8 911,00 € | 14,14 % |
| Communauté d'agglomération de Royan | 85271 | 4 264 € | 6,77 % |
| Communauté d'agglomération de Rochefort | 64240 | 3212€ | 5,10 % |
| Communauté d'agglomération de Saintes Grandes Rives | 60641 | 3 032 € | 4,81 % |
| Communauté de communes de la Haute Saintonge | 68476 | 3 424,00 € | 5,43 % |
| Communauté de communes Vals de Saintonge | 52150 | 2 608,00 € | 4,14 % |
| Communauté de communes Aunis Sud | 31943 | 1597€ | 2,53 % |
| Communauté de communes Aunis Atlantique | 31796 | 1 590,00 € | 2,52 % |
| Communauté de communes de l'Île d'Oléron | 22255 | 1113€ | 1,77 % |
| Communauté de communes de l'Île de ré | 17680 | 884,00 € | 1,40 % |
| Communauté de communes Cœur de Saintonge | 17563 | 878,00 € | 1,39 % |
| Communauté de communes Gémozac et Saintonge Viticole | 14715 | 736,00 € | 1,17 % |
| Communauté de communes du Bassin de Marennes | 15525 | 776€ | 1,23 % |
| État | | 50 % du restant à charge, dans la limite de 15 000€ (comprenant 5 000 € de frais d'installation) | 23,80 % |
| Conseil départemental | | 50 % du restant à charge, dans la limite de 15 000 € | 23,80 % |
| TOTAL (prévisionnel) | | 63 024,00 € | |

ANNEXE 2 – Fiche de poste

Coordinateur – médiateur des gens du voyage

1 – Environnement professionnel

La Charente-Maritime est un département soumis à une forte présence des gens du voyage en saison estivale (nombreux grands passages) mais également tout au long de l'année avec une volonté de sédentarisation forte.

La Préfecture, le Conseil Départemental et les 13 EPCI du département de la Charente-Maritime ont fait appel au centre de gestion de la fonction publique territoriale pour recruter un coordinateur et médiateur des gens du voyage, conformément aux prescriptions du 5^e schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage.

Cet agent de catégorie A sera placé sous l'autorité hiérarchique du centre de gestion et sous l'autorité fonctionnelle du Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime. En poste au sein de la Direction de la Coordination et de l'Appui territorial, l'agent sera amené à se déplacer régulièrement dans l'ensemble du département et notamment sur les différents lieux d'accueil des gens du voyage.

L'agent recruté travaillera en coordination étroite avec le chargé de mission gens du voyage de la Préfecture.

2 – Missions principales

1- Coordonner et animer la mise en œuvre du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV)

- Animer et impulser la réalisation des actions proposées dans le SDAHGV, en suivant plus particulièrement la mise en place des opérations d'habitat, le pilotage de la charte départementale d'accompagnement et sa déclinaison en contrats locaux sociaux et les actions de gouvernance.
- Appuyer, conseiller et accompagner les EPCI dans la mise en œuvre territoriale des différents objectifs du SDAHGV.
- Assurer le secrétariat de la commission consultative des gens du voyage (a minima 2 réunions par an) et animer des groupes de travaux thématiques pour suivre la mise en place des différentes actions.
- Évaluer la mise en œuvre des obligations au schéma départemental et effectuer des visites de conformité annuelles des équipements d'accueil.
- S'assurer de l'opérationnalité et de la mise à jour du schéma départemental (via des arrêtés modificatifs) et des supports d'informations associés (guides à l'attention des élus, fiches réflexes...).

2- Préparer et coordonner les Grands Passages estivaux de voyageurs

- Préparer la saison des Grands passages par la mise en place d'outils de coordination et d'information et organiser des réunions de préparation et lancement des Passages.
- Recenser les demandes de passage de missions estivales, élaborer un planning et en assurer la diffusion et mise à jour auprès des partenaires.
- Sensibiliser les collectivités à la mise à disposition de terrains pour l'accueil des gens du voyage
- Maintenir des contacts téléphoniques réguliers avec l'ensemble des groupes exprimant un souhait de stationnement sur le département, en lien avec les associations nationales organisant les passages.
- Suivre le déroulé des Grands passages et assurer l'information continue du corps préfectoral, des collectivités concernées et les forces de l'ordre des mouvements des missions sur le territoire par les différents outils de communication mis en place.

- Sur demande des collectivités ou forces de l'ordre et après validation par la Préfecture, intervenir sur le terrain en cas de tensions sur les différents lieux de stationnements, licites ou illicites. L'action de médiation pourra avoir pour objectif la recherche de terrains provisoires en lien avec les EPCI et communes, la réorientation d'un groupe vers un terrain dédié, une aide à la négociation de convention d'accueil, un rappel du règlement intérieur...
- Réaliser annuellement un bilan des Grands Passages.

3- Accompagner les différents partenaires dans la mise en œuvre de la politique d'accueil et d'habitat des gens du voyage

- Réaliser une veille juridique et créer des supports d'information.
- Proposer des formations et temps d'échanges spécifiques pour différents partenaires du territoire concernant la politique publique des gens du voyage.
- Jouer un rôle de conseil auprès des collectivités territoriales et favoriser la coordination et le travail en réseau des différents partenaires.
- Participer aux réseaux de coordination interdépartementaux pour l'accueil, l'habitat et l'accompagnement des gens du voyage.
- En cas de conflit entre voyageurs et collectivités, et après une première médiation infructueuse menée par la collectivité, intervenir en tant que médiateur afin de minimiser le risque de troubles à l'ordre public, ce tout au long de l'année. L'objectif de cette médiation est de parvenir à l'établissement d'une solution médiane, acceptée par les différentes parties et garantissant le respect de l'intérêt général. En cas d'échec, orientation des parties vers les solutions administratives et juridiques adéquates.

Chaque fin d'année, le coordinateur-médiateur réalisera un bilan d'activité qui sera présenté en commission consultative et envoyé au centre de gestion de la Charente-Maritime ainsi qu'à l'ensemble des financeurs du poste.

3 – Profil recherché

Savoirs :

- Connaissance de l'environnement professionnel : Maîtrise
- Connaissance de la réglementation liée au poste et des dispositifs de l'action sociale : Initié
- Méthodologie de conduite de projet et conception des politiques publiques : Pratique

Savoir-faire :

- Qualités rédactionnelles : Pratique
- Sens de l'organisation : Maîtrise
- Aptitudes à gérer les conflits : Expert
- Utilisation des outils bureautiques et informatiques : Pratique

Savoir être :

- Disponibilité, esprit d'initiative et réactivité : Expert
- Sens de la diplomatie relationnelle et négociation : Expert
- Travail en équipe : Maîtrise
- Facultés d'adaptation : Maîtrise

4– Spécificités du poste

- Temps de travail annualisé
- Ce poste requiert une disponibilité importante, notamment en période estivale (pas de congés annuels possibles et travail le samedi et le dimanche entre mi-mai et mi-septembre).
- Déplacements fréquents : Permis B obligatoire